

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : EUR 55/005/2008 (Public)

Bulletin n° : 113

ÉFAI

20 juin 2008

Azerbaïdjan. Amnesty International condamne le passage à tabac d'Emin Hüseynov, de l'observatoire des médias

Amnesty International condamne les mauvais traitements qu'auraient fait subir des policiers à Emin Hüseynov, directeur de l'Institut pour la liberté et la sécurité des Reporters (IFRS), à Bakou le 14 juin. Amnesty International appelle les autorités azerbaïdjanaises à veiller à ce que l'enquête sur ce dernier dossier en date se distingue du schéma habituel d'ajournements sans fin, d'inaction et d'invraisemblances, qui caractérise habituellement les enquêtes sur les agressions de journalistes.

Emin Hüseynov assistait avec d'autres journalistes et représentants des médias à une rencontre organisée dans le café Alaturka de Bakou en commémoration du révolutionnaire argentin Che Guevara. À 13h00, une trentaine de policiers ont fait irruption et ont arrêté une vingtaine de participants. Les personnes interpellées, parmi lesquelles Emin Hüseynov et deux de ses collègues de l'IRFS, Rasim Aliyev et Mirrehim Hasanov, ont été emmenées au poste de police du département n° 22 dans le district de Nasimi à Bakou, officiellement pour une vérification d'identité parce qu'elles n'avaient pas leurs papiers sur elles.

Au poste de police, Emin Hüseynov a protesté contre la prise de photographies et d'empreintes sans explication. Il aurait alors été emmené dans une autre pièce et violemment frappé, il aurait notamment reçu des coups de crosse à la tête. Ceux qui le battaient auraient menacé de le tuer, des menaces entendues par les collègues d'Emin Hüseynov qui se trouvaient à l'extérieur de la pièce. À sa sortie, il aurait perdu connaissance, ce dont ont témoigné ses collègues. Les demandes d'assistance médicale de ses collègues ont été délibérément ignorées jusqu'aux alentours de 16h45, heure à laquelle il a été libéré.

Emin Hüseynov a été hospitalisé pour des douleurs sérieuses à la tête et à la nuque. Les enquêteurs officiels qui se sont rendus au chevet d'Emin Hüseynov ont attribué son état à une « *réaction neurasthénique* » ou à des blessures qu'ils se seraient « *lui-même infligées* ». Le 17 juin, il a été transféré du service des urgences de l'hôpital de Bakou (Service hospitalier centralisé d'aide médicale urgente) au service de neurologie pour y être soigné.

L'Institut d'Emin Hüseynov a fait connaître à un large public les violations du droit à la liberté d'expression en Azerbaïdjan et défend les droits des journalistes. Emin Hüseynov avait déjà été agressé et frappé par des policiers en octobre 1993 et en novembre 2006 ; il avait alors été jeté à terre et battu par des policiers lors de la dispersion violente d'une manifestation de journalistes.

En outre, de nombreuses agressions graves de journalistes par des inconnus, après le meurtre non résolu du journaliste et rédacteur en chef Elmar Hüseynov en 2005, n'ont fait l'objet d'aucune enquête et n'ont pas donné lieu à des poursuites en justice. Amnesty International appelle les autorités azerbaïdjanaises à changer cet état de fait et à faire la

preuve de leur engagement en faveur des droits humains en faisant en sorte que soit menée, dans les meilleurs délais, une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur l'agression dont a été victime Emin Hüseynov.